

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
Cedex 02
30907 Nîmes

Nîmes, le 22/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

FERROGLOBE FRANCE SAS

517 avenue de la Boisse
73000 Chambéry

Références : -
Code AIOT : 0006600563

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/09/2025 dans l'établissement FERROGLOBE FRANCE SAS implanté 400 rue Keller BP 2 Zone Industrielle L'Ardoise 30290 Laudun-l'Ardoise. L'inspection a été annoncée le 18/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre du suivi de l'arrêté préfectoral de mise en demeure signé le 24 mai 2024 suite à la précédente visite d'inspection du 11 avril 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FERROGLOBE FRANCE SAS
- 400 rue Keller BP 2 Zone Industrielle L'Ardoise 30290 Laudun-l'Ardoise

- Code AIOT : 0006600563
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Ferroglobe est implantée à Laudun L'Ardoise depuis 1958. Elle produit du Silicium et du FerroSilicium par procédé électrométallurgique. C'est une réaction gaz-solide provoquée par un arc électrique généré par des électrodes en graphite, la réaction se déroule à 3000°C. Le site possède 3 fours, un de 39 MW dédié au FeSi et deux de 24 et 16 MW dédiés au Si. Les capacités de production du site sont de 24 000 t de Silicium et 36 000 t de FerroSilicium et la production correspond depuis 2016 aux capacités du site qui fonctionne en flux continu H24 avec 5 équipes. Les produits fabriqués sont destinés à la métallurgie, à la chimie pour les silicones, au photovoltaïque pour les cellules, à l'électronique et, pour les fines de silices récupérées dans les filtres à manche, pour l'industrie du béton. Le Si n'est fabriqué sur ce site que depuis 2008, auparavant la production était du FeSi et des inoculants. 95 % de la production est exportée. Le site dispose d'un embranchement ferré. 190 personnes sont salariées de cette entreprise. Au titre de la législation sur les ICPE, le site est encadré par l'arrêté préfectoral d'autorisation modifié en date du 4 mai 2011.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Maintenance et aménagements pour limiter la pollution atmosphérique	AP de Mise en Demeure du 24/05/2024, article 1	Sans objet
2	Surveillance des rejets atmosphériques canalisés	AP de Mise en Demeure du 24/05/2024, article 1	Sans objet
3	VLE rejets dans l'AIR	Arrêté Préfectoral du 02/12/2019, article 8.6	Sans objet
4	Réduction des émissions diffuses de poussières	Arrêté Préfectoral du 02/12/2019, article 8.9	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Surveillance dans l'environnement	Arrêté Préfectoral du 02/12/2019, article 9	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de cette visite d'inspection, l'exploitant a justifié de la mise en place effective de son plan d'actions de réduction des émissions de poussières via la modernisation de ses installations de traitement d'air et des investissements complémentaires au niveau des 3 fours. Suite aux constats relevés, l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 24 mai 2024 est levé.

Concernant la situation administrative du site, il est attendu de l'exploitant sous un mois d'établir et de tenir à jour un état des matières stockées sur site, lui permettant également de justifier sa conformité aux seuils des rubriques ICPE autorisés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Maintenance et aménagements pour limiter la pollution atmosphérique

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 24/05/2024, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Captation des fumées d'affinage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société Ferroglobe France pour son site implanté 400 rue keller, Zone Industrielle L'Ardoise sur la commune de Laudun L'Ardoire, [...] est mise en demeure [...] de se conformer aux dispositions du dernier alinéa de l'article 8.8 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 2 décembre 2019 susvisé dans un délai de douze mois.</p> <p><i>Référence AP Complémentaire du 02/12/2019, article 8.8</i></p> <p>Le dépoussiérage et le nettoyage de l'ensemble des installations est effectué aussi souvent que nécessaire pour éviter la remise en suspension des poussières éventuellement déposées.</p> <p>Les convoyeurs sont capotés.</p> <p>La hauteur de chute des matières première est réduite autant que possible.</p> <p>L'abattage des poussières au niveau des cribles, des tapis et des points de manutention est réalisé aussi souvent que nécessaire.</p> <p>Un nettoyage quotidien des routes et des zones de stockage est réalisé.</p> <p>Les émissions des fumées d'attente lors de l'affinage entre la coulée et la recoulée du four F16 sont captées et orientées vers les filtres de ce four. Ces travaux sont effectifs au 30 juin 2020.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la précédente visite du 11 avril 2024, l'inspection relève que l'étude sur la captation des fumées entre la coulée et le recoulée du four F16 est réalisée mais que les travaux n'ont pas été programmés, ce qui a conduit à la signature de l'arrêté préfectoral de mise en demeure (APMD) du 24/05/2024.</p>

Par courrier du 4 août 2025, l'exploitant justifie de la bonne réalisation des travaux de captation des fumées d'attente de la poche du four F16 et de leur orientation vers les filtres du four : travaux sur les trappes de captation et augmentation de la puissance du moteur pour améliorer le débit d'aspiration. Ces travaux ont été réalisés lors du grand entretien entre novembre 2024 et avril 2025. Lors de la présente inspection, la réalisation effective des travaux a été constatée sur site, au niveau de la zone de recoulée du four F16.

L'exploitant justifie dans ces conditions sa mise en conformité à l'article 8.8 de l'AP du 2/12/19.

Pour complément, il est relevé que le système de traitement d'air associé à chaque four dispose chacun de 144 manches, de 10 mètres de haut chacun, et dont le nombre de cellules est proportionnel à la puissance du four. Un cycle de décolmatage est programmé cellule par cellule. L'étanchéité du système et son bon fonctionnement sont vérifiés sur place par un technicien dédié. Les poussières de silice sont ainsi récupérées et utilisées comme adjuvant du béton.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Surveillance des rejets atmosphériques canalisés

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 24/05/2024, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance en continu des émissions de poussières des fours

Prescription contrôlée :

La société Ferroglobe France pour son site implanté 400 rue Keller, Zone Industrielle L'Ardoise sur la commune de Laudun L'Ardoise, [...] est mise en demeure [...] de se conformer aux dispositions du dernier alinéa de l'article 8.6 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 2 décembre 2019 susvisé dans un délai de douze mois.

AP Complémentaire du 02/12/2019, article 8.6

[...] La périodicité des mesures dans le cadre de l'autosurveillance par l'exploitant des émissions de poussières des 3 fours est [S]: Surveillance en continu. [...]

Constats :

Lors de la précédente visite du 11 avril 2024, l'inspection relève que les fours 39 et 24 sont équipés d'une surveillance en continu des émissions de poussières, respectivement depuis mi 2019 et depuis le grand entretien 2023-2024, mais que le four 16 ne l'est pas, ce qui a conduit à la signature de l'arrêté préfectoral de mise en demeure (APMD) du 24/05/2024.

Par courrier du 4 août 2025, l'exploitant justifie de l'installation d'une sonde « tribo » en sortie du four 16 permettant une surveillance en continu des émissions de poussières captées et canalisées des rejets de fumées du four F16. Lors de la présente inspection, la bonne mise en œuvre de cette disposition technique est relevée sur site, au niveau des bâtiments assurant le traitement des fumées du four 16.

L'exploitant justifie dans ces conditions sa mise en conformité à l'article 8.6 de l'AP du 2/12/19.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : VLE rejets dans l'AIR

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/12/2019, article 8.6

Thème(s) : Risques chroniques, Emissions dans l'air

Prescription contrôlée :

Les valeurs limites d'émission des rejets canalisés des installations figurent dans le tableau de l'article 8.6 de l'APC n° 19-049-DREAL du 2 décembre 2019.

Constats :

L'inspection a consulté les rapports de contrôle des rejets atmosphériques des fours F16, F24 et F39 réalisés du 12 au 14 mai 2025 par Manumasure. Les résultats montrent que pour l'ensemble des mesures, les valeurs limites d'émission fixées à l'article 8.6 sont respectées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Réduction des émissions diffuses de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/12/2019, article 8.9

Thème(s) : Risques chroniques, Plan d'action de réduction des émissions diffuses

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit un plan d'action de réduction des poussières. Ce plan d'action doit notamment comprendre :

- la réalisation d'un état des lieux des sources d'émissions de poussières diffuses ;
- une étude des possibilités de réduction ;
- des propositions de mise en œuvre d'actions visant à réduire ces émissions avec un échéancier associé.

Ce plan d'action visant la réduction des émissions diffuses est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard pour fin 2020.

Constats :

Lors de la précédente visite du 11 avril 2024, l'exploitant a explicité la mise à jour de son plan d'actions actualisé visant à réduire les émissions diffuses de poussières.

Lors de la présente inspection, l'exploitant justifie du suivi de son plan d'actions, notamment via les actions menées sur le traitement d'air canalisé et la mise en place effective d'une mesure en continu au F16 (cf constat n°2). Il présente en complément les bilans 2023-2024 de la maintenance et des contrôles techniques et les actions réalisées lors des grands entretiens 2023-2024, justifiant d'un plan d'actions de modernisation des installations de traitement d'air sur les 3 dernières années et sur les 3 fours, suite aux investissements effectifs sur les installations de Laudun.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Surveillance dans l'environnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/12/2019, article 9
Thème(s) : Risques chroniques, Rapport de surveillance
Prescription contrôlée : <p>La surveillance environnementale liée aux émissions de poussières et aux métaux (Ni, Cd, Tl, Cr et Pb) est mise en œuvre.</p>
Constats : <p>Dans le cadre du partenariat avec Ferroglobe, Atmo Occitanie assure une surveillance continue de la qualité de l'air aux alentours de l'usine de Laudun. L'inspection a consulté le rapport établi en mai 2024 pour la surveillance 2023, suivi assuré par un dispositif pérenne de mesures des retombées atmosphériques totales sur quatre points installés autour du site. L'exploitant ne dispose pas encore, au jour de la visite, des résultats de la surveillance 2024.</p> <p>Ce rapport conclut en une hausse des retombées totales de poussières au sud de l'usine, induite par l'activité de l'usine, sur une zone dépourvue d'habitation limitée aux abords de Ferroglobe, et des teneurs des différents composés métalliques globalement similaires entre les différents sites géographiques sans distinguo relatif à la proximité directe de l'usine. Le rapport précise que les mesures sur les retombées atmosphériques se poursuivent en 2024 et sont complétées par une nouvelle campagne de mesures des concentrations des polluants dans l'air ambiant début d'année 2025, dans l'objectif de compléter les données acquises et d'affiner les travaux de modélisation prévus pour 2026.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Situation administrative, Consistance des installations
Prescription contrôlée : <p>Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation.</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.</p> <p>Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.</p>

Constats :

L'exploitant n'a pas fourni à l'inspection un état des matières stockées sur son site de Laudun. Dans ces conditions, l'inspection n'a pas pu vérifier du respect des seuils autorisés par rubrique des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), définis à l'article 2 « consistance des installations » de l'arrêté d'autorisation du 2 décembre 2019.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit établir et tenir à jour un état des matières stockées sur son site, lui permettant également de justifier sa conformité aux seuils des rubriques ICPE autorisées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois